

France-Monde

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Montagne : ce que Wauquiez va dire à Castex

Propos recueillis par Ève MOULINIER



Face à Jean Castex ce lundi, Laurent Wauquiez sera le porte-parole de tous les acteurs de la montagne qu'il a rencontrés. DR

Le président LR de la Région Aura a pris le pouls des stations alpines, dont il est, ce lundi, le porte-parole auprès du Premier ministre.

Il a fait le tour des stations alpines entre vendredi et dimanche. Et ce lundi, en visioconférence, le président d'Auvergne-Rhône-Alpes Laurent Wauquiez sera le porte-parole des acteurs de la montagne face à Jean Castex. « Je vais lui remettre un memorandum avec tous les éléments techniques que j'ai pu recueillir. Je lui parlerai de toutes les situations difficiles qui m'ont été rapportées. Je serai le relais de ceux qui font vivre la montagne et qui n'ont pas vu un seul ministre ces derniers mois. Même ceux qui sont venus en vacances en montagne ne sont pas allés les voir. »

L' élu LR détaille ensuite ce qu'il va dire au Premier ministre : « Je lui rappellerai que la montagne est diverse et que certains dispositifs, trop généraux, ne prennent pas en compte

ses différences. Si bien qu'il y a d'immenses trous dans la raquette pour les aides. Les professionnels de la montagne ont fait le dos rond en décembre, en janvier, mais en février, mois le plus important de l'année, cela ne sera plus possible pour beaucoup d'entre eux. »

Laurent Wauquiez évoquera par ailleurs les délais trop longs pour les versements du fonds de solidarité montagne, mais aussi l'ombre des faillites sur les syndicats de moniteurs et les ski-clubs. Concernant les remontées mécaniques, il expliquera que des régies risquent de fermer. Sur les saisonniers, il parlera du chômage partiel qui ne prend pas en compte le coût du logement, mais également de ceux qui ont perdu leurs contrats en décembre 2020 et qui se retrouvent au RSA en 2021. Et pour les commerces, il citera l'exemple de ces petits patrons qui ont lancé une affaire début 2020 et qui ne peuvent pas recevoir d'aides, faute d'antériorité d'activité.

« Je parlerai aussi des grands oubliés : d'abord les loueurs de meublés et les propriétaires privés de résidence de tourisme ou de colonies, qui n'ont droit à rien. Ensuite, les pharmaciens et kinés dont la fermeture serait catastrophique, car cela accentuerait la désertification médicale. Enfin, les communes de montagne que l'État continue, malgré tout, de ponctionner via le FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales). » Il conclut : « Si Renault annonçait 3 000 suppressions d'emplois, cela ferait les gros titres et le gouvernement en ferait sa cause. Nous, la montagne, ça concerne 150 000 emplois. Il faut que l'État réagisse ! »